

Quelle qualité d'hommes devez-vous avoir si vous voulez leur confier la tâche de mener une enquête sur toute l'administration financière des chemins de fer de l'Etat? Cette enquête sera une farce ou bien ce sera l'une des plus coûteuses opérations que le gouvernement ait jamais entreprises. En effet, vous avez toutes les ramifications de 28,000 milles de voies ferrées avec leurs centaines de milliers d'employés de toute espèce, de tout degré, avec leurs autres détails, avec un réseau les reliant toutes, et vous allez charger ces cinq vérificateurs d'examiner tous les détails. S'il faut accomplir une œuvre de quelque importance, s'il faut avoir confiance dans le travail de ces hommes, il faut des experts, des hommes doués des plus grandes aptitudes, des hommes de caractère. S'ils sont appelés à étudier et à maîtriser les finances de ces 28,000 milles de chemins de fer et de la marine marchande de l'Etat, sans parler des autres questions, vous devez leur accorder toute latitude. L'entreprise est énorme, si vous ne vous contentez pas d'esquisser un simple geste et de voter les appointements de ces divers fonctionnaires. Les vérificateurs doivent ensuite étudier:

(d) Les affaires financières de toute commission ou autre corps public dont les opérations sont exécutées avec les crédits du Trésor du Canada, ou qui sont aidées par des subventions ou des prêts dudit Trésor.

Les opérations se ramifient encore. Ces vérificateurs examineront les détails de chaque commission qui sera établie, ce qui nécessitera la nomination d'auxiliaires. A combien s'élèveront les frais de cette vaste entreprise? Comme l'a fait remarquer l'honorable leader de la gauche, il ne sera pas exercé le moindre contrôle sur toutes ses opérations. Or, ce qu'il nous faut, c'est précisément un certain contrôle des dépenses. Et nous en avons la preuve manifeste dans le budget que le gouvernement a déposé cette session.

Mon honorable ami connaît peut-être et a pu étudier le régime en vigueur à Washington. Sous le régime américain, toutes les estimations budgétaires sont examinées, mais le chef financier, qui est sous le président lui-même, exerce un contrôle. Sous sa direction, le rouage du Bureau de contrôle fonctionne, et chaque crédit adopté par les deux Chambres, à Washington, et autorisé, est soumis à ce Bureau. Chacun de ces crédits est analysé par le commissaire Lloyd, sous l'autorité et la sanction du président, dont les instructions sont de retrancher tout crédit qui n'est pas nécessaire, même si le Congrès l'a approuvé. M. Lloyd débat ces crédits avec les différents départements, et si un département fixe à \$300,000,000 ou à \$400,000,000 le chiffre de ses dépenses, il demande au chef du département: "Tout ce

montant est-il nécessaire?" Et à moins que le chef n'en établisse la nécessité, M. Lloyd les supprime. Il demande si une dépense projetée est absolument profitable et si elle doit être effectuée. Si les explications ne le satisfont pas, il la biffe. Après avoir ainsi contrôlé les dépenses des divers départements, il présente son rapport au président, à qui il indique les dépenses qu'il ne faudrait pas entreprendre pour l'exercice, même si le Congrès en a voté les crédits. Le président le soutient dans la mesure qu'il juge nécessaire. Grâce à cette méthode, ils ont retranché, chaque année, de \$100,000,000 à \$300,000,000 dans les crédits adoptés par les Chambres du Congrès et soumis aux chefs des départements.

Supposons que nous ayons une pareille méthode de contrôle, avec un contrôleur qui aurait l'appui du premier ministre. Vu l'économie à pratiquer, pensez-vous que l'autre Chambre aurait voté cette année et nous aurait soumis un crédit de \$1,250,000 pour construire un élévateur à Prince-Rupert?

L'honorable M. REID: Et un à Victoria, en Colombie-Anglaise.

Le très honorable sir GEORGE E. FOSTER: Pensez-vous qu'un contrôleur intègre, placé sous la direction d'un chef, aurait autorisé cette année, à Halifax, la dépense de \$1,250,000 pour un élévateur, et pensez-vous qu'il aurait autorisé ces dépenses pour d'autres élévateurs dans tout le pays? C'est d'un contrôleur de cette trempe que le pays a besoin; et sans un pareil fonctionnaire, vous ne pourrez jamais réaliser d'économie, et vous continuerez à contracter des dépenses extravagantes et à multiplier les employés et fonctionnaires. Le service public ne verra jamais régner l'économie tant qu'un contrôleur ne pourra aller dans les divers services afin de discuter les dépenses avec les chefs respectifs; et si ceux-ci ne peuvent justifier les crédits qu'ils demandent, eh bien, ces crédits seront supprimés. Voilà comment un Bureau ou une Commission de contrôle pourra empêcher les dépenses inutiles, mais l'économie est impossible si l'on se contente de nommer des vérificateurs pourvus de personnels nombreux, qui examineront les affaires et ne cesseront d'accroître le personnel, quand les fonctionnaires déjà nommés, au lieu d'effectuer l'économie, augmentent constamment les dépenses.

A la vérité, avec nos méthodes, nous devons renoncer à réaliser une économie pratique par les gouvernements et les partis. Nous en sommes presque là; le pays en supporte les frais; il est écrasé et il chancelle sous le faix. Dans son for intérieur, mon honorable ami sait que le pays ploie sous les charges financières actuelles, que le contri-

Le très hon. sir GEORGE E. FOSTER.